

# Chroniques de l'ISR

N°45 - Avril 2026



EDMOND  
DE ROTHSCHILD





<b>Edito</b>	<b>4</b>
<hr/>	
« Security, baby, security! » par Jean-Philippe Desmartin	
<b>Actualité</b>	<b>6</b>
<hr/>	
Désinformation : un coût économique mondial de 417 milliards de dollars en 2024	
<b>Point de vue académique</b>	<b>8</b>
<hr/>	
Les actionnaires responsables, minoritaires mais influents ? - Étude de l'engagement actionnarial chez TotalEnergies	
<b>À la rencontre des sociétés</b>	<b>12</b>
<hr/>	
Focus sur Getlink	
<b>Conseil de lecture</b>	<b>13</b>
<hr/>	
Sel, fer, cuivre, sable, pétrole et lithium : les six éléments sur lesquels repose notre monde	
<b>L'équipe Investissement Responsable en action</b>	<b>14</b>
<hr/>	
Dialogue et engagement avec les entreprises - Un impératif de qualité et d'efficacité, plutôt que de quantité et de « box ticking »	

## « Security, baby, security! »



**Jean-Philippe Desmartin**  
Directeur de l'Investissement  
Responsable

Après nos éditoriaux précédents « *cheaper, baby, cheaper* » et « *jobs, baby, jobs* » l'actualité de la guerre en Iran met au centre des préoccupations l'urgence de la sécurité énergétique en Europe et ailleurs. En Chine, les premières annonces de mars dernier sur le XV<sup>ème</sup> plan quinquennal (2026-2030) continuent de mettre l'accent sur les énergies renouvelables, l'électrification et le stockage de l'énergie mais se projettent également sur les e-fuels et l'hydrogène. Ces programmes chinois ont une ambition industrielle, environnementale et de **sécurité/souveraineté**.

En Europe, contrairement aux fausses bonnes idées de subventionner les énergies fossiles ou de fragiliser le marché des émissions de CO<sub>2</sub>, les choix pris depuis le début de la guerre en Ukraine en faveur de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et de l'électrification des usages, contribuent non seulement à la transition énergétique et environnementale mais aussi à la sécurité énergétique / souveraineté. Le choix du tout énergies fossiles prôné aujourd'hui de l'autre côté de l'Atlantique ne peut guère s'envisager en Europe au regard des risques de dépendance posés par l'actualité **où l'approvisionnement en pétrole et gaz naturel se révèle « intermittent »**. À titre d'éclairage, les réserves prouvées localisées en Europe (Norvège, Royaume-Uni, Roumanie...) s'élèvent à 6 ans de consommation actuelle de gaz naturel du vieux continent et 2,5 années pour le pétrole.



Bref, un baril de pétrole et un prix du gaz naturel qui augmentent fortement sont un **signal prix**, un catalyseur économique pour accélérer la transition et diminuer la proportion des énergies fossiles dans le mix énergétique européen et cela au profit de l'électricité. Selon un rapport de *Strategic Perspectives*, électrifier 50% de l'économie européenne (qui l'est à 23% aujourd'hui) permettrait de diviser par deux les importations de pétrole et des deux tiers les importations d'énergies fossiles d'ici 2040.

*“Électrifier 50 % de l'économie européenne (qui l'est à 23 % aujourd'hui) permettrait de diviser par deux les importations de pétrole et des deux tiers les importations d'énergies fossiles d'ici 2040, selon un rapport de Strategic Perspectives.”*

Un bémol s'impose toutefois : **les pays européens présentent des mix électriques très hétérogènes**. En 2025, la production d'électricité de l'UE provenait à **48 % des énergies renouvelables** (y compris l'hydroélectricité), à **23 % du nucléaire** et à **29 % des énergies fossiles** (principalement le gaz naturel). Si la France, l'Espagne, le Portugal et les pays nordiques bénéficient déjà d'une électricité majoritairement peu carbonée et compétitive, ce n'est pas le cas du Royaume-Uni, de l'Allemagne ou, plus encore, de l'Italie.

Bonne lecture !



Edmond de Rothschild Asset Management co-sponsorise la Chaire Finance Durable et Investissement Responsable, co-dirigée par l'École Polytechnique et la Toulouse School of Economics et co-sponsorise le prix européen de la recherche FIR - PRI.

# Désinformation : un coût économique mondial de 417 milliards de dollars en 2024

Longtemps perçue comme un phénomène essentiellement politique et médiatique, la désinformation est désormais considérée comme un risque économique systémique. Dans l'étude compilée par Sopra Steria, la désinformation désigne un contenu intentionnellement faux, conçu pour causer un préjudice. Elle est motivée par trois facteurs principaux : le profit économique, l'influence politique, ou simplement la volonté de semer le chaos. Pour la première fois, une étude tente d'en mesurer l'impact : selon ses estimations, les manipulations intentionnelles de l'information représenteraient 417,1 milliards de dollars en 2024 au niveau mondial, soit près de 15 % du PIB français. Inspirée des travaux du GIEC, la démarche s'appuie sur trois scénarios (conservateur, médian, exploratoire) et distingue trois dimensions – financière, sociale et politique – afin de limiter les doubles comptages. Elle met ainsi fin à un paradoxe : régulièrement classée parmi les principaux risques mondiaux par le Forum économique mondial, la désinformation restait jusqu'ici invisible dans les comptes publics et privés.

*“Régulièrement classée parmi les principaux risques mondiaux par le Forum économique mondial, la désinformation restait jusqu'ici invisible dans les comptes publics et privés.”*

La majeure partie de cette facture est d'ordre financier : près de 393 milliards de dollars dans le scénario médian. La première source identifiée concerne les faux avis en ligne, dont l'impact est évalué à 227 milliards de dollars, dans un univers de l'e-commerce où 89 % des revenus seraient influencés par les systèmes de notation. Ces faux avis perturbent les décisions d'achat, pénalisent les entreprises les plus transparentes et détournent des flux de revenus importants. S'y ajoutent les pertes boursières liées à la diffusion de fausses nouvelles, qui peuvent provoquer des mouvements de marché brutaux et injustifiés, les fraudes – notamment liées aux cryptomonnaies et aux arnaques d'investissement – ainsi qu'une partie des contrefaçons et des revenus publicitaires générés par des sites de désinformation.



Les coûts sociaux sont estimés à 9,8 milliards de dollars : ils recouvrent les impacts sur la santé (par exemple les campagnes antivaccins, la défiance envers certains traitements), la santé mentale et la cohésion sociale, en alimentant la polarisation et la montée des discours extrêmes. Les coûts politiques et de riposte atteignent 14,2 milliards de dollars et incluent les atteintes à l'intégrité des processus démocratiques (élections, référendums), les dépenses publiques et privées de lutte contre la désinformation, ainsi que le développement du marché de la « *digital trust & safety* ».

Dans ce paysage, l'intelligence artificielle générative agit comme un multiplicateur de risques. Elle permet d'industrialiser la production de contenus trompeurs – *deepfakes*, faux avis, usurpations d'identité – et d'en réduire drastiquement le coût et le temps de production. En quelques secondes, il devient possible de créer des vidéos ou des enregistrements audios très réalistes, difficiles à distinguer d'un contenu authentique. La frontière entre le vrai et le faux se brouille, ce qui complique le travail des médias, des régulateurs, des autorités de marché et des plateformes numériques. Les effets potentiels sont multiples : augmentation de la volatilité des marchés, multiplication des fraudes sophistiquées, campagnes de manipulation ciblées et, surtout, affaiblissement de la confiance dans l'information, les institutions et les marchés financiers. Ces effets indirects, encore mal quantifiés, pourraient à terme peser sur le coût du capital, les primes de risque et la stabilité financière.

Cette dynamique fait de la désinformation un enjeu ESG transversal. Sur les volets environnemental et social, les campagnes de désinformation sanitaire, climatique ou énergétique peuvent retarder les politiques publiques, nourrir le climatoscepticisme et freiner la transition. Sur le volet gouvernance, elles interrogent la gestion de la réputation, la gouvernance de l'information, la qualité et la transparence de la communication, ainsi que la robustesse des dispositifs de gestion de crise et de contrôle interne.

Pour un investisseur responsable, il devient crucial d'intégrer la vulnérabilité des modèles d'affaires à la désinformation – en particulier dans les secteurs très exposés (plateformes, e-commerce, médias, santé, finance) – et d'évaluer la crédibilité des stratégies de riposte : politiques de modération, cybersécurité et « *trust & safety* », transparence des algorithmes de recommandation, formation des équipes et culture de gestion des risques numériques. À l'image de la cybersécurité il y a vingt ans, la lutte contre la désinformation tend à devenir une composante structurante des risques extra-financiers et du dialogue actionnarial. Alors que la propagande et le faux s'étendent à grande échelle, « la défense de la vérité pourrait bien devenir le premier investissement économique du XXI<sup>e</sup> siècle ».

Sopra Steria (2026). « L'impact économique mondial de la désinformation. Coûts financiers, sociaux et politiques : comment les manipulations de l'information dégradent l'économie », Rapport, mars 2026.  
Rapport disponible en ligne à l'adresse :  
[https://www.soprasteria.fr/docs/librariesprovider2/sopra-steria-corporate/publications/sopra-steria-rapport-scientifique\\_desinformation-web2.pdf?sfvrsn=f25404db\\_34](https://www.soprasteria.fr/docs/librariesprovider2/sopra-steria-corporate/publications/sopra-steria-rapport-scientifique_desinformation-web2.pdf?sfvrsn=f25404db_34)



# Les actionnaires responsables, minoritaires mais influents ?

Étude de l'engagement actionnarial chez TotalEnergies

**Dans un contexte d'urgence climatique, certains actionnaires mobilisent l'engagement actionnarial pour pousser les entreprises à renforcer leurs stratégies de durabilité. Les auteurs montrent que des actionnaires responsables, bien que minoritaires, peuvent influencer significativement ces stratégies en amplifiant la pression des parties prenantes, et s'interrogent sur la manière dont ils s'organisent pour y parvenir.**

Sur le plan méthodologique, l'article repose sur une étude longitudinale du cas TotalEnergies. Les auteurs mobilisent 26 entretiens semi-directifs (investisseurs, ONG, conseillers...), deux séances d'observation participante de réunions d'investisseurs, ainsi qu'une analyse de données secondaires. Cette démarche permet de reconstituer finement les processus d'engagement sur la période 2020-2022, complétés par un suivi des développements sur 2023-2024, et de trianguler les sources pour limiter les biais.

L'étude de Léo Denis et Nicolas Mottis, publiée en 2025 dans la Revue française de gestion, analyse plusieurs années d'engagement actionnarial climatique auprès de TotalEnergies et met en lumière la façon dont les investisseurs responsables minoritaires cherchent à peser sur la stratégie climat de l'entreprise et sur son alignement avec les objectifs de transition.

Le cas TotalEnergies (2020-2024) s'inscrit dans un contexte particulier : la France est souvent présentée comme pionnière en finance durable, mais le cadre juridique y reste protecteur du conseil d'administration et restrictif pour les résolutions d'actionnaires, notamment sur les sujets climatiques. TotalEnergies, de son côté, est un acteur systémique : entreprise mondiale, modèle d'affaires encore largement centré sur les énergies fossiles, stratégie climat relativement avancée dans son secteur mais jugée insuffisamment alignée sur une trajectoire 1,5°C, en particulier au regard de la poursuite de nouveaux projets pétroliers et gaziers et du poids du scope 3 dans ses émissions.

## Des coalitions d'actionnaires

Sur la base de ce corpus empirique, les auteurs montrent d'abord que des actionnaires minoritaires peuvent peser, mais à condition d'être organisés. Le capital de TotalEnergies est très dispersé : aucun investisseur financier ne détient plus de 2 % et le premier actionnaire reste l'actionnariat salarié (environ 7,7 %). Individuellement, le pouvoir de chaque investisseur responsable est donc limité.





Pour dépasser cette dispersion, l'étude met en évidence des coalitions à deux niveaux :

- **Un ou plusieurs gérants "lead"**, souvent indépendants et proches du contexte local, qui structurent les demandes, coordonnent le dialogue et prennent la parole publiquement ;
- **Suivi d'un groupe de soutien plus large**, composé d'investisseurs institutionnels qui apportent des encours, de la visibilité et une continuité dans la relation avec l'entreprise.

Les ONG (Reclaim Finance, Follow This, etc.) jouent un rôle d'« incubateur » ou de « couveuse » de ces coalitions : elles produisent des analyses techniques (alignement avec l'Accord de Paris, scénarios 1,5°C, trajectoire d'émissions absolues vs intensité), font émerger des demandes structurées (objectifs intermédiaires, scope 3, politique d'investissement dans les projets fossiles) et contribuent à les crédibiliser auprès des médias, des régulateurs et du grand public.

L'étude montre toutefois que la simple existence d'une coalition ne suffit pas. Sa qualité dépend fortement de l'indépendance du lead. Lorsque ce dernier est aussi un partenaire commercial important de l'entreprise ou dispose de liens de gouvernance (siège au conseil, relations de financement), le dialogue peut devenir complaisant : les échanges sont nombreux, mais les demandes restent limitées ou peu contraignantes. Les auteurs documentent la façon dont le management peut exploiter ces conflits d'intérêts pour affaiblir la pression des investisseurs. À l'inverse, lorsque le lead est porté par des gérants indépendants, moins exposés commercialement, la coalition dispose d'une marge de manœuvre plus grande pour poser des exigences claires et maintenir une ligne cohérente.

## Coopétition entre investisseurs

Au-delà de la structuration des coalitions, l'article analyse la dynamique concrète de l'engagement. Léo Denis et Nicolas Mottis décrivent un engagement combinant dialogue privé (réunions bilatérales, courriers, échanges techniques sur les scénarios climatiques) et actions publiques (dépôt de résolutions, prise de parole en assemblée générale, campagnes médiatiques des ONG). Les années 2020-2024 sont marquées par plusieurs résolutions climat. Certaines sont mises au vote, d'autres retirées après négociation ou bloquées au nom des responsabilités stratégiques du conseil d'administration - illustrant le rôle du cadre juridique français.

En parallèle, les auteurs analysent les tactiques de management. Officiellement, la direction met en avant un « dialogue constructif » et la volonté d'être « en avance » dans le secteur. Dans les faits, l'étude montre comment les dirigeants utilisent le droit des sociétés, l'argument de la « compétence stratégique » du conseil et, parfois, des pressions ciblées envers certains investisseurs pour affaiblir les demandes les plus ambitieuses ou décourager le co-dépôt de résolutions jugées trop contraignantes.

Autre résultat marquant : l'engagement devient un terrain de « coopétition » entre gérants d'actifs. Certains souhaitent se distinguer en affichant une approche plus offensive, plus transparente ou plus alignée avec les ONG, surtout lorsque les coalitions existantes sont perçues comme trop modérées. La résolution déposée en 2020 à l'initiative de Meeschaert AM, en réaction au dialogue mené dans le cadre de CA100+, illustre ce phénomène. Cette concurrence entre coalitions peut paradoxalement renforcer le pouvoir collectif des actionnaires responsables, en limitant le risque de « *greenwashing* de l'engagement » et en évitant que le dialogue ne se réduise à un simple exercice de communication.

L'étude insiste également sur la temporalité longue de l'engagement. Entre 2020 et 2024, la pression des investisseurs et des ONG a contribué à :

- La formalisation d'une stratégie climat plus détaillée ;
- La fixation d'objectifs intermédiaires ;
- Un reporting climat plus complet ;
- La mise en place d'un *Say on Climate* consultatif.

Ces avancées traduisent un succès formel. Mais du point de vue des sciences du climat, les auteurs jugent que la trajectoire de l'entreprise reste encore en deçà d'un scénario 1,5°C, notamment en matière d'investissements dans de nouveaux projets fossiles et de réduction des émissions absolues, en particulier sur le scope 3, qui concentre la majeure partie de l'empreinte carbone.

## Implication pour les investisseurs responsables

En conclusion, Léo Denis et Nicolas Mottis proposent une lecture rigoureuse de ce que signifie un engagement « efficace ». Pour eux, l'efficacité de l'engagement ne peut pas être évaluée uniquement à travers le taux de soutien à une résolution ou la présence d'un *Say on Climate*. Elle doit être appréciée comme un processus de long terme, en observant :

- L'évolution de la stratégie sur plusieurs années ;
- L'impact sur le mix d'investissement ;
- La trajectoire d'émissions au regard des budgets carbone et des scénarios 1,5°C.

Certains épisodes perçus comme des échecs (résolutions rejetées ou non mises au vote) peuvent néanmoins exercer un effet disciplinaire et contribuer, à terme, à des ajustements de stratégie. À l'inverse, un vote très favorable sur une résolution proposée par le management ne garantit pas automatiquement un alignement réel avec l'Accord de Paris.



L'étude apporte plusieurs enseignements :

- Les investisseurs responsables doivent se doter de politiques d'engagement claires et ambitieuses, précisant les objectifs climatiques, les paliers d'engagement et les règles de gestion des conflits d'intérêts.
- Le rôle du régulateur - déterminant pour rendre ce levier plus efficace : évolution du cadre des résolutions climat, renforcement de la démocratie actionnariale, clarification des conditions d'un *Say on Climate* contraignant.
- Le dilemme « *exit vs voice* » reste au cœur des débats : l'exclusion pure et simple des entreprises les plus émettrices peut améliorer le profil carbone d'un portefeuille, mais réduit la capacité d'influence sur les acteurs qui doivent justement se transformer. L'engagement apparaît alors comme une « arme lente », mais stratégique, qui suppose du temps, de l'expertise et de la coordination, et qui peut, dans certains cas, contribuer à faire évoluer la trajectoire de grands émetteurs comme TotalEnergies.

Le message central est : des actionnaires minoritaires peuvent être influents, à condition que l'engagement soit collectif, indépendant, transparent et inscrit dans la durée, et que son efficacité soit évaluée non pas seulement à l'aune des succès procéduraux, mais surtout de son impact sociétal réel, en particulier sur la trajectoire d'émissions et la compatibilité avec une économie alignée sur 1,5°C.

---

### Auteurs

- **Nicolas Mottis** est Professeur à l'École Polytechnique. Il est responsable du Domaine Management & Sciences Humaines de l'École Doctorale de l'Institut Polytechnique de Paris. Ses recherches portent sur le pilotage des performances et le management de l'innovation. Il est auteur de plusieurs ouvrages et de nombreuses publications académiques et professionnelles dans ces domaines. Il est membre du conseil d'administration de l'École de Paris du Management, membre du Comité du Label Greenfin et Président du Comité Scientifique de Finansol-FAIR. Il est par ailleurs Président de la Fondation Médecins Sans Frontières.
- **Léo Denis** est doctorant au Centre de Recherche en Gestion de l'École Polytechnique et Visiting Scholar à l'Université de Columbia. Ses recherches portent sur l'intermédiation financière, la finance durable et la gouvernance d'entreprise, en particulier au sein des marchés privés.

## Focus sur Getlink

Getlink est l'une des (très) rares infrastructures ferroviaires cotées en Europe, offrant ainsi un profil de *pure player* de la mobilité durable. L'entreprise gère depuis 1994 le tunnel sous la Manche qui relie Grande-Bretagne à la France. Ses activités couvrent le transport de passagers, le transport de marchandises ainsi que, depuis 2022, l'interconnexion électrique avec Eleclink, un second câble étant par ailleurs à l'étude.

Sur le plan environnemental, le ferroviaire constitue le mode de déplacement le plus durable. À titre d'illustration, le fret ferroviaire d'Eurotunnel émet 20 fois moins de CO<sub>2</sub> que les alternatives maritimes et un trajet Paris-Londres en Eurostar génère 30 fois moins de CO<sub>2</sub> que le transport aérien. Getlink a vu ses objectifs climatiques validés par la SBTi et 75 % de l'électricité consommée est peu carbonée, car elle est issue du nucléaire et des énergies renouvelables.

Sur le plan social, l'entreprise se distingue par la stabilité de ses équipes (taux de *turnover* de 5 %), une forte attention portée aux enjeux de santé et de sécurité, ainsi que par un sujet clé de pyramide des âges (âge moyen de 45 ans).

Enfin, en matière de gouvernance, les objectifs ESG représentent 25 % de la rémunération variable, à court et moyen terme, des dirigeants. On notera également la montée en puissance progressive d'Eiffage au capital depuis 2018. Fin mars 2026, Eiffage s'est de nouveau renforcée et détient désormais 29,4 % de Getlink. Un autre actionnaire, Mundy's, a parallèlement augmenté sa participation et annoncé détenir 25 % du capital de Getlink.

Les informations sur les sociétés ne sauraient être assimilées à une opinion d'Edmond de Rothschild Asset Management (France) sur l'évolution prévisible des dites valeurs et, le cas échéant, sur l'évolution prévisible du prix des instruments financiers qu'elles émettent. Ces informations ne sont pas assimilables à des recommandations d'acheter ou de vendre des actions de ces sociétés.

## Environnement

### 251 millions d'hectares de forêts protégées depuis 1990

Les forêts couvrent 4,14 milliards d'hectares, soit environ un tiers de la surface terrestre de la planète. Depuis 1990, la superficie des forêts situées dans des aires protégées a augmenté de manière significative à l'échelle mondiale. En Asie, 26 % des forêts sont désormais sous protection légale, sécurisant ainsi des puits de carbone vitaux.

Source : FAO, 2025  
<https://www.fao.org/newsroom/detail/global-deforestation-slows-but-forests-remain-under-pressure--fao-report-shows/fr>

## Social

### 673 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde

(2024, données publiées en 2025)

Ce chiffre représente 8,2 % de la population mondiale. Même si la situation s'améliore légèrement, la faim reste supérieure aux niveaux d'avant Covid et progresse encore dans certaines régions (Afrique, Moyen-Orient). D'après les projections, 512 millions de personnes pourraient souffrir de sous-alimentation chronique d'ici à 2030. Ces chiffres mettent en lumière l'immense défi que représente la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 (Élimination de la faim).

Source : FAO / OMS / UNICEF, juillet 2025  
FAO : <https://www.fao.org/interactive/hunger-map/fr/>  
OMS : <https://www.who.int/fr/news/item/28-07-2025-global-hunger-declines-but-rises-in-africa-and-western-asia-un-report>  
UNICEF : <https://www.unicef.fr/article/la-faim-recule-a-lechelle-mondiale-mais-augmente-en-afrique-et-en-asie-de-louest/>

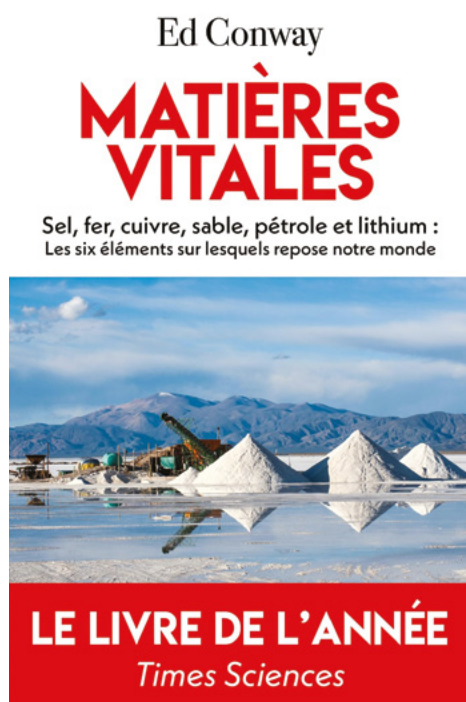


# Sel, fer, cuivre, sable, pétrole et lithium : les six éléments sur lesquels repose notre monde

Les six matières vitales passées en revue par le journaliste américain Ed Conway ne sont pas rares, plutôt ordinaires même, mais elles constituent les piliers du développement de nos civilisations modernes, des briques élémentaires de notre quotidien, parfois depuis des milliers d'années. Sans véritable substitut, leur disparition plongerait nos sociétés dans le chaos. Leur rôle est central pour construire, avoir accès à l'eau potable, se nourrir, se soigner, disposer d'énergie et de technologies. Dans la perspective de la transition énergétique et environnementale en cours, le cuivre et le lithium joueront un rôle tout particulièrement déterminant.

En conclusion, l'idée forte à retenir est la suivante : dans des économies de plus en plus numériques et en apparence « dématérialisées », l'humanité n'a pourtant jamais extrait autant de matières, avec à chaque fois de moins en moins d'ouvriers pour le faire.

Au final, il s'agit d'un livre simple à lire tout en traitant de géologie, de chimie, d'économie, de physique ou encore de biologie, dont nous recommandons vivement la lecture !



**Matières vitales :**  
Les six éléments  
sur lesquels repose  
notre monde 2026  
par Ed Conway

# Dialogue et engagement avec les entreprises - Un impératif de qualité et d'efficacité, plutôt que de quantité et de « box ticking »

**Le dialogue et l'engagement auprès des entreprises, au même titre que la politique de vote, sont au cœur de la responsabilité fiduciaire de l'investisseur. Les investisseurs institutionnels européens le rappellent régulièrement, comme ce fut le cas récemment encore sur les enjeux climatiques, en septembre dernier.**

Au cours des dernières années, le dialogue et l'engagement se sont fortement développés. Le bilan est positif sur le plan quantitatif, mais beaucoup plus nuancé en matière de qualité et d'efficacité des échanges, et plus encore des démarches d'engagement. Les premières à le souligner sont les entreprises elles mêmes, qui constatent un écart croissant entre le nombre de sollicitations et la baisse de la qualité moyenne des interactions avec les investisseurs. De son côté, la société civile – médias comme ONG – interroge les résultats concrets obtenus et pointe le risque d'éco blanchiment.

Plus spécifiquement sur l'engagement, le constat est donc globalement mitigé et pose légitimement la question d'une allocation pertinente des ressources. Certes, les investisseurs institutionnels européens demandent de plus en plus un reporting détaillé sur les activités d'engagement à leurs sociétés de gestion et intègrent cette dimension dans leurs appels d'offres. Toutefois, il n'existe pas de règles communes en matière de définition, de comptabilisation (les pratiques pouvant varier dans un rapport de 1 à 20 !), de reporting, ni même de mesure de l'efficacité et de l'influence des démarches d'engagement.

Partageant ce constat avec d'autres acteurs financiers de la place de Paris, Edmond de Rothschild AM a contribué à la création d'un groupe de travail sur la mesure de l'efficacité de l'engagement, placé sous l'égide du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) et soutenu par un pool de chercheurs académiques. Ce groupe devrait rendre ses conclusions dans les prochains jours et proposer des outils susceptibles de devenir des standards de marché en France et en Europe, en contribuant à valoriser les bonnes pratiques et à créer un langage commun.

À suivre !



## Avertissement

Communication publicitaire : Ceci est une communication marketing.

Avril 2026. Document non contractuel exclusivement conçu à des fins d'information. Toute reproduction ou utilisation de tout ou partie de son contenu est strictement interdite sans l'autorisation du groupe Edmond de Rothschild. Les informations figurant dans ce document ne sauraient être assimilées à une offre ou une sollicitation de transaction dans une juridiction dans laquelle ladite offre ou sollicitation serait illégale ou dans laquelle la personne à l'origine de cette offre ou sollicitation n'est pas autorisée à agir. Ce document ne constitue pas et ne doit pas être interprété comme un conseil en investissement, un conseil fiscal ou juridique, ou une recommandation d'acheter, de vendre ou de continuer à détenir un investissement. EdRAM ne saurait être tenu responsable d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base des informations figurant dans ce document. Ce document n'a pas été revu ou approuvé par un régulateur d'une quelconque juridiction. Les données chiffrées, commentaires, projections, et autres éléments figurant dans cette présentation reflètent le sentiment d'EdRAM sur les marchés, leur évolution, compte tenu du contexte économique et des informations possédées à ce jour. Ils peuvent ne plus être pertinents au jour où l'investisseur en prend connaissance. EdRAM ne saurait être tenu responsable de la qualité ou l'exactitude des informations et données économiques issues de tiers. « Edmond de Rothschild Asset Management » ou « EdRAM » est le nom commercial des entités de gestion d'actifs du groupe Edmond de Rothschild. Ce nom fait également référence à la division Asset Management du groupe Edmond de Rothschild.

Edmond de Rothschild Asset Management (France)  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75401 Paris Cedex 08  
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 11.033.769 euros - Numéro d'agrément AMF GP  
04000015 - 332.652.536 R.C.S. Paris

[edmond-de-rothschild.com](http://edmond-de-rothschild.com)





